

1. Évolution épidémiologique

Au 22 avril à 9 heures, 559 935 tests ont été effectués, dont 22 814 le 21 avril. 411 192 personnes ont été testées, dont 133 495 se sont révélées positives. Au 21 avril, à 17 heures, 18 100 personnes hospitalisées au Royaume-Uni et dont le test de dépistage du coronavirus s'est révélé positif sont décédées.

A la suite de la publication par l'*Office for National Statistics* (ONS) des chiffres de la mortalité jusqu'au 10/04, la polémique concernant le nombre de décès liés au COVID-19 continue de nourrir le débat, et le *Financial Times* avance ce matin que le bilan de la pandémie pourrait atteindre au 21/04 le total de 41 000 personnes décédées, au lieu de 17 337 selon le gouvernement. Cette estimation du FT se fonde sur les données de l'ONS qui ont montré que le total des décès enregistrés dans la semaine se terminant le 10 avril étaient de 75 % supérieurs à la normale en Angleterre et au Pays de Galles, soit le plus haut niveau depuis plus de 20 ans. Ont été enregistrés 18 516 décès au cours de cette période, alors que la moyenne quinquennale la plus récente était de 10 520 pour la même semaine de l'année. Des tendances similaires ont été observées en Écosse et en Irlande du Nord. Les chiffres de l'ONS ont également montré que le nombre de décès, toutes causes confondues, est supérieur de 16 952 à la moyenne saisonnière au Royaume-Uni depuis que les décès dus au COVID-19 ont commencé à augmenter à la mi-mars.

2. Mesures nouvelles

Le gouvernement britannique devrait apporter aux transports urbains un dispositif d'aide spécifique – Alors que la chute du nombre de passagers met en péril la soutenabilité financière des principaux réseaux de transports urbains (trams, métros etc.), le gouvernement britannique se prépare à mettre en œuvre une mesure d'aide dédiée qui pourrait entrer en vigueur dès la fin de semaine. Contrairement aux opérateurs de bus et ferroviaires, les transports urbains ne bénéficiaient jusqu'à présent d'aucun soutien spécifique, alors qu'ils continuent de fonctionner pour permettre le déplacement des travailleurs dits essentiels. Cette annonce devrait rassurer certains maires-élus des grandes agglomérations, comme Andy Burnham, Maire de Manchester qui avait prévenu qu'il pourrait démanteler le réseau de tram de Manchester (exploité par Keolis) dans les prochains jours, ou Sadiq Khan, Maire de Londres qui a annoncé que l'autorité organisatrice des transports *Transport for London* (TfL) aura épuisé toutes ses réserves fin avril et sera ainsi dans l'incapacité d'honorer les rémunérations de ses salariés. Les recettes de TfL ont baissé de plus de 90%, notamment car la fréquentation du métro a diminué de 95%, celle des bus de 85% et que les péages urbains (la « taxe d'embouteillage » et la « taxe sur les véhicules polluants ») ont été temporairement levés. Pour rappel, le réseau de trams de Manchester perd 1M£ par semaine, celui de l'agglomération de Newcastle 900 000£ par semaine et celui de Liverpool 1,2M£ par semaine.

3. Impact économique et financier

Alors que les données dont dispose le gouvernement sur le marché du travail ne sont pas actualisées, le nombre d'inscriptions au *Universal Credit* a atteint 1,8 M – Le *Department for Work and Pensions* a indiqué avoir reçu 1,8 M de demandes d'inscriptions au *Universal Credit standard allowance* (UC) entre début mars et le 12/04, soit cinq fois plus que pendant la même période en 2019.

Le UC, qui correspond aux allocations sociales, a été augmenté de 1 000 £ pour les douze prochains mois en réponse à la crise sanitaire et économique actuelle. Si cette augmentation très importante du nombre de demandes laisse présager une forte dégradation du marché de l'emploi au Royaume-Uni, le gouvernement ne dispose pas encore de données actualisées. Il reste donc très difficile d'évaluer le nombre de personnes qui se retrouveront au chômage, par opposition à celles qui travailleront moins d'heures ou qui seront placées par leur employeur au chômage partiel. Selon plusieurs économistes, il est du reste certain que le taux de chômage devrait augmenter rapidement à court terme. D'après le cabinet KPMG, le chômage pourrait augmenter de près de 9 % avant que l'économie ne commence à rouvrir.

Déjà 185 000 entreprises britanniques ont demandé à bénéficier du dispositif de chômage partiel 24 heures après son lancement – Mis en place le lundi 20 avril, 185 000 entreprises ont sollicité 24 heures le soutien de l'État, pour un montant total atteignant 1,5 Md£, afin de rémunérer leurs salariés qui sont au chômage partiel. Le *Coronavirus Job Retention Scheme*, dispositif de chômage partiel, permet aux employés « *furloughed* » de recevoir 80 % de leur salaire subventionné par le gouvernement à concurrence de 2 500£/mois. Cette première vague de demandes, qui couvre les mois de mars et d'avril et concernerait 1,4 M de travailleurs selon le *HM Treasury*, reste inférieure aux prévisions de plusieurs commentateurs, à l'instar de la *Resolution Foundation* qui avait estimé que 9 millions de salariés seraient placés au chômage partiel. Jugé réaliste par le *HM Treasury*, l'*Office for Budget Responsibility* avait publié la semaine dernière un scénario selon lequel environ 30 % de la main-d'œuvre pourraient être mises au chômage partiel pour un coût de 42 milliards de livres sterling sur trois mois.

70% des entreprises britanniques auraient recours au chômage partiel d'après un sondage de British Chambers of Commerce (BCC) – Sur la base d'une étude conduite hebdomadairement, BCC a indiqué avoir observé une augmentation constante de la proportion d'entreprises ayant recours au chômage partiel. Alors que le Royaume-Uni en est à quatrième semaine de confinement, 71 % des entreprises interrogées ont placé au chômage partiel une partie de leur personnel, contre 66 % la semaine dernière. 30 % ont déclaré avoir eu recours au chômage partiel pour 75 à 100 % de leur personnel. Alors que la gestion de la trésorerie reste la principale préoccupation pour les entreprises, 59 % d'entre elles déclarent avoir trois mois ou moins de réserves de liquidités, et beaucoup nourrissent des inquiétudes sur le temps qu'il faudra au gouvernement pour traiter les demandes de subventions du chômage partiel alors que le jour de paye pour le mois en cours approche pour beaucoup d'employeurs.

4. Analyse sectorielle / entreprises

Des associations professionnelles demandent de la transparence sur la mobilisation des banques au sein du programme de prêts garantis par l'État (CBILS) – Plusieurs associations professionnelles (*Federation of Small Businesses, Institute of Directors*) ont appelé UK Finance à publier le montant total des prêts octroyés par chaque banque dans le cadre du CBILS. Ces données permettraient d'éclairer le choix des petites entreprises lorsqu'elles se tournent vers le secteur bancaire pour demander un prêt, et d'identifier les banques peu actives au sein du programme. Selon ses propres données, NatWest aurait déjà validé 5 600 prêts d'une valeur totale de 937 M£, soit presque la moitié du volume total de prêts octroyés à travers CBILS. UK Finance a répondu qu'elle ne publiait les données de ses membres que sur une base agrégée.

L'épidémie de Covid-19 pourrait déclencher une vague de prêts à l'immobilier commercial non-performants – Selon un rapport de la Cass Business School cité par Bloomberg, l'épidémie de Covid-19 pourrait engendrer plus de 10 Md£ de pertes sur les prêts immobiliers octroyés aux magasins et

centres commerciaux britanniques. La valeur totale des prêts immobiliers commerciaux non-performants, en augmentation graduelle depuis 2016, avait atteint 2,9 Md£ au RU en 2019.

Prévention et COVID-19 : le gouvernement britannique publie des recommandations pour les entreprises - En décalage d'une dizaine de jours par rapport au continent dans la crise, le Royaume-Uni sortira vraisemblablement du confinement plus tardivement. Le gouvernement a cependant publié des « guidances » pour les entreprises, concernant en particulier la distanciation. Il s'agit d'une liste de recommandations qui s'adresse aux différents secteurs de l'économie afin d'aider les employeurs à protéger leurs employés et leurs clients en période d'activité. Plusieurs secteurs sont couverts parmi lesquels : construction, livraisons, logistique, secteur manufacturier, vente au détail, transport, gestion des déchets ou agriculture.

Lait : annonce d'un assouplissement des règles de la concurrence et mesures d'intervention - Le gouvernement a annoncé en début de semaine un assouplissement des règles de la concurrence sur le secteur du lait, précisant qu'une législation à cet effet sera présentée rapidement. Il s'agit selon le gouvernement de permettre à la filière de s'adapter pour assurer la sécurité alimentaire tout en évitant les excédents et les « gaspillages » qui résultent de la situation actuelle (pertes de débouchés suite à la fermeture de restaurants, etc.). En complément, le 21 avril, le DEFRA a annoncé la possibilité de demander des mesures d'intervention pour le beurre et la poudre de lait écrémé. Un [avis](#) décrit les dispositions qui s'appliquent au Royaume-Uni pour l'achat de lait écrémé en poudre et de beurre d'intervention par l'Agence de paiements ruraux (*Rural Payments agency*). Les achats à l'intervention sont possibles du 1er mars au 30 septembre.